

UNEF-INFORM

Bulletin Intérieur de l'UNEF

REDACTION ET ADMINISTRATION : 25, RUE BONNET, 75019 PARIS
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : JACKY OUAKNINE
REDACTEUR EN CHEF : MAGUY BACQUÉ
Commission paritaire : n° 1142 D 73

Numéro 5

PROJET DE MANIFESTE

Soumis à la discussion du 65^e congrès de l'U.N.E.F.
(Paris, 12-16 janvier 1979)

PREAMBULE

Par dizaines de milliers, dans toutes les Universités, nous sommes dans l'action.

Le 65^e Congrès de l'UNEF se prépare au cœur de la vie et des luttes étudiantes.

C'est pourquoi, plus encore qu'à l'accoutumée, il constitue un événement considérable dans la vie universitaire et nationale.

La discussion de ce projet de manifeste permettra de débattre de toutes les grandes questions actuelles.

Amendé, modifié, amélioré, il exprimera les exigences, les aspirations et les espoirs des étudiants.

Chacun doit s'en saisir. Demain il sera le lot commun des étudiants de France.

NOTES

Première partie : NOUS VOULONS VIVRE ET ETUDIER

1. — LE GOUVERNEMENT RABAISSÉ LES UNIVERSITÉS ET S'EN PREND AUX ÉTUDIANTS

Plus de 800 000 étudiants, près de 90 implantations universitaires, plus de 40 000 enseignants : ces chiffres suffisent à dire aujourd'hui l'importance, la place des Universités et de leurs usagers.

De ces universités, seront issus les cadres, ingénieurs, médecins, enseignants de demain ; de leur développement dépend l'avancée des connaissances scientifiques et techniques et de leur diffusion, l'essor de la création et de la recherche culturelle.

N'est-ce pas la « Loi d'Orientation de l'Enseignement Supérieur » elle-même, arrachée par les luttes de Mai 68, qui affirme que : « Les Universités doivent répondre aux besoins de la nation en lui fournissant des cadres dans tous les domaines et en participant au développement social et économique de chaque région. Dans cette tâche, elles doivent se conformer à l'évolution démocratique exigée par la révolution industrielle et technique. »

Mais il y a loin de la profession de foi à la réalité.

Depuis 10 ans les gouvernements successifs rabaisent les Universités, tentent de rétrécir leur rôle, les bradent.

Ces deux dernières années ont été marquées par un brutal développement d'orientations nocives pour l'Université, pour les étudiants.

L'Enseignement Supérieur est traité avec mépris, ses usagers insultés par ceux qui ont pour première mission de les défendre.

Tout est fait pour tenir les étudiants à l'écart de la vie nationale, pour les empêcher de peser leur juste poids dans les décisions qui les concernent, de faire entendre leur voix.

Les droits élémentaires de la cogestion, le respect du suffrage des instances élues, sont bafoués.

Face à cet enjeu qu'est l'Université, le gouvernement tente de revenir fortement sur les acquis démocratiques de 1968, d'étouffer la voix des universitaires.

Malgré cela, il ne peut cacher aujourd'hui la réalité de la vie des étudiants.

2. — L'UNIVERSITÉ DE L'INEGALITÉ

Un mythe est en difficulté : c'est celui de « l'étudiant privilégié ». L'évidence s'impose : être étudiant et le rester c'est, dans la France de 1978, de plus en plus difficile.

Le premier des obstacles, celui qui caractérise l'Université aujourd'hui, c'est l'inégalité, les inégalités, dans tous les domaines.

La plus criante de toutes, la plus révoltante parce que celle qui est portuse du plus grand grand gâchis, c'est l'inégalité sociale.

Conséquence de la politique pratiquée par le gouvernement à l'Université et dans le pays, la ségrégation des étudiants selon leur origine sociale est la tare principale de l'Enseignement Supérieur.

Un enfant d'ouvrier a trois chances sur cent d'entrer à l'Université, un fils de cadre supérieur en a soixante sur cent. En perpétrant ainsi une Université « image renversée » de la nation, c'est de centaines d'intelligences et de capacités que l'on prive le pays.

Cette sélection s'accroît encore pendant toute la durée des études ; si l'on compte 13% de fils d'ouvriers en premier cycle, seulement 3,5% sont dénombrés parmi les étudiants qui obtiennent la licence.

Ceux qui sont d'origine la plus modeste, sont les premiers éliminés.

Les bourses, au nombre et aux taux plus qu'insuffisant ne leur permettent pas d'éviter la contrainte du salariat. L'échec et l'abandon, les chances de réussite, de débouchés varient selon le plus vil des critères : l'argent.

Difficultés pour nous loger, nous nourrir, nous vêtir, nous cultiver, pour acheter les livres nécessaires à nos études : tel est le lot quotidien d'un grand nombre d'entre nous.

La sélection et l'inégalité sociale règnent ainsi en maître à l'entrée, pendant, et à la sortie des études.

Dans ce domaine, le gouvernement ne fait que poursuivre, en les amplifiant, le gâchis et la ségrégation mis en place dans l'enseignement secondaire.

Mais là ne s'arrête pas le champ des inégalités. Selon que l'on soit étudiante ou étudiant, l'Université ne nous offre pas les mêmes possibilités.

Droit à la formation, accès à toutes les fonctions, à tous les postes de responsabilités, à tous les concours, restent à obtenir pour les étudiantes qui se battent contre ces discriminations.

Aujourd'hui, elles sont souvent orientées vers les filières offrant peu de débouchés, plus rares dans les grandes écoles et les 3^e cycles scientifiques. Une enquête récente fait apparaître qu'à équivalence de diplôme, il y a deux fois plus de chômeuses que de chômeurs, que les femmes sont cantonnées dans des emplois moins qualifiés que les hommes.

Viennent se greffer sur ces discriminations l'absence de toutes réelles mesures sociales, pour les étudiantes mariées ou vivant maritalement, comme pour celles qui attendent ou qui ont un enfant.

Mais on ne peut s'étonner de tout cela : un ministre ne vient-il pas de proclamer que les femmes n'ont pas le même droit au travail que les hommes ?

Du contenu de l'enseignement à la publicité qui nous entoure, tout voudrait donner de la femme l'image d'un être qui ne vit que pour le foyer et le plaisir de l'homme.

On en fait ainsi les victimes toutes désignées des agressions sexuelles, de l'insécurité dans les villes et les campus et beaucoup hésitent de plus en plus à sortir seules, à se déplacer seules la nuit.

Ainsi, alors que ces inégalités devraient avoir disparu depuis longtemps, il est toujours plus difficile, aujourd'hui, d'étudier quand on est une femme.

A cela, il convient encore d'ajouter d'autres inégalités. Parmi nous, vivent et étudient de nombreux étudiants étrangers.

Leur présence contribue à la richesse de l'Université française, qui devait avoir là l'occasion de jouer son rôle dans la coopération et dans le soutien aux pays en voie de développement, dans la formation de cadres indispensables à l'émancipation économique et sociale de leurs peuples.

Mais aujourd'hui les droits des étudiants étrangers sont bafoués, inexistantes ; le gouvernement cherche à les éliminer massivement de nos universités, à ne les autoriser à s'inscrire que selon des critères sociaux et politiques se réservant notamment le droit de choisir les étudiants dont les opinions lui conviennent.

C'est tout le sens des récentes dispositions qu'il a adoptées et qui s'accompagnent d'une campagne xénophobe et raciste à l'encontre des étudiants du tiers-monde.

Cette attitude est d'autant plus scandaleuse qu'un grand nombre d'entre eux viennent de pays qui ont subi le colonialisme français, et à l'égard desquels notre pays a une dette particulière.

Ainsi, les options politiques et la couleur de la peau deviennent un critère pédagogique dans « l'Université libérale » de Valéry Giscard d'Estaing.

Enfin, le gouvernement établit de fait une inégalité entre les secteurs d'étude, entre les disciplines étudiées, entre les Universités.

Il distingue aujourd'hui les bons diplômés des mauvais, les étudiants engagés dans des cursus « sérieux » de ceux qui se borneront à acquérir une culture générale, les centres universitaires d'élite de ce que le langage courant appelle maintenant « les facs poubelles » ; les filières l'intéresse selon leur rentabilité pour le patronat ; l'arbitraire règne dans l'attribution des crédits, dans les débouchés offerts aux étudiants.

Inégalité devant l'origine sociale, la nationalité, la race, le sexe, les études entreprises : qui peut prétendre aujourd'hui à l'égalité des jeunes français face à la formation supérieure, à l'égalité des chances entre les étudiants ?

Des centaines de milliers de jeunes, filles et fils de travailleurs n'ont pas accès à l'Université. Ceux qui, sautant les multiples obstacles, ont réussi à y accéder, sont confrontés à des difficultés de tous ordres. Et le gouvernement entend encore accentuer cette ségrégation, maintenir hors des facs les enfants des travailleurs, éliminer ceux, trop nombreux à son goût qui ont pu y rentrer.

Cette orientation est contraire à l'intérêt du pays.

Nous ne voulons plus de l'Université de l'inégalité !

3. — RESTER ETUDIANT

Ces inégalités sont insupportables ; elles constituent la toile de fond sur laquelle viennent se greffer des difficultés de plus en plus nombreuses auxquelles ont à faire face tous les étudiants.

- Alors qu'étudier dans la France de la fin du xx^e siècle nécessite des équipements nouveaux, des moyens modernes, un matériel pédagogique suffisant, l'austérité règne dans les Universités.

Le potentiel se dégrade, les bibliothèques manquent de moyens, les Universités vivent à l'heure de la pénurie, aucune construction nouvelle n'est prévue au budget.

Les étudiants sont contraints eux aussi de vivre l'austérité, voyant chaque jour leur pouvoir d'achat se rétrécir, chaque rentrée apporter son nouveau cortège de hausses, chaque mesure gouvernementale provoquer des difficultés accrues pour rester étudiant.

Cette année, la barre de l'intolérable a été franchie.

- Alors que l'aide sociale aux étudiants est un droit reconnu par l'Etat, alors que de réelles mesures permettraient de réduire considérablement les inégalités, les bourses augmentent moins vite que le coût de la vie, les tarifs des restaurants et des chambres en cité universitaire ont doublé en 4 ans, la nourriture, dans les restaurants universitaires se dégrade constamment, le régime étudiant de sécurité sociale est menacé, la cotisation en perpétuelle hausse : même le droit à la santé est remis en cause.

- Alors que nous voulons acquérir une formation et un métier, participer à l'essor

de plus en plus par de véritables « examens-guillotines ».

Notre avenir est marqué par le chômage, la déqualification. Le nombre des chômeurs, croît d'année en année, particulièrement le nombre de jeunes chômeurs, et parmi eux, celui des diplômés. Le gouvernement donne l'exemple, il prévoit de nouvelles réductions des postes mis aux concours d'enseignements, il supprime le recrutement en éducation physique et sportive.

Cela doit cesser !

Nous ne voulons pas être les chômeurs les plus qualifiés de France.

- Alors que l'Université devrait être un pôle essentiel de la recherche culturelle et scientifique, il lui est aujourd'hui impossible de jouer pleinement son rôle.

La recherche est mutilée, faute de moyens elle est contrainte de se tourner vers le patronat, son développement est hypothéqué, des secteurs entiers sont bradés à l'étranger.

Quant au rôle d'élévation du niveau culturel de la nation, qui doit être celui de l'Université, il est pratiquement inexistant.

Au contraire, les facultés, les campus, les cités se caractérisent souvent par un vide culturel, prennent l'allure de ghetto.

Alors que le fait même d'entreprendre et de poursuivre des études supérieures développe une exigence culturelle plus importante, alors que les Universités devraient être des lieux de rencontre, de confrontation, de débat, de création artistique, il n'existe quasiment rien qui réponde à cette aspiration, à cette nécessité.

La culture semble réservée à une élite, alors qu'elle devrait appartenir à tous.

- Ces pesanteurs, cette inadaptation se font ressentir d'autant plus cruellement dans nos régions que les étudiants sont contraints de se battre pour la reconnaissance et la défense de leur langue régionale, des cultures de la région et de leur respect.

L'Université tient une place primordiale dans la vie et le développement d'une région ; allant à l'encontre de cette réalité, le gouvernement essaie de couper arbitrairement les jeunes et les étudiants de leur région. C'est ce qui donne toute sa force à la revendication vivre, étudier et travailler au pays.

- Enfin, les étudiants vivent souvent dans des cités-champignons, des campus construits à l'écart des grandes villes. A leur isolement géographique, on veut faire correspondre un isolement culturel et social, dans des cités universitaires en dégradation, aux règlements intérieurs anachroniques, dans un cadre de vie pesant.

A l'extérieur des campus, ils se heurtent à des villes où souvent rien n'existe pour les accueillir, où faute de places en cité, ils sont contraints de payer cher des logements vétustes, quand ils ont « la chance » d'en trouver. Logements insalubres, salariat, angoisse face au chômage... nombreux sont ceux qui parmi nous ont le sentiment d'une vie de jeune au rabais.

On pourrait ainsi allonger la liste des problèmes rencontrés à l'Université, et de leurs conséquences.

Ce que nous voulons, c'est tenir toute notre place dans la recherche, la vie culturelle et scientifique du pays dans toute sa diversité.

Nos exigences sont réalistes.

Nous sommes réalistes, car nos revendications sont à la hauteur des capacités et des besoins de notre pays.

Nous sommes réalistes, car aujourd'hui être étudiant est de plus en plus dur, être jeune travailleur intellectuel en formation est de plus en plus difficile.

Le gouvernement a un objectif : adapter l'Université française aux intérêts à court terme du patronat.

Nous avons une ambition : contribuer de toutes nos forces à ce que l'Université soit toujours plus au service du pays et de sa population.

4. — VIVRE, ETUDIER, DECIDER

C'est dans ce sens que nous formulons des propositions revendicatives précises, pour vivre décemment, étudier dans de bonnes conditions, et décider de ce qui nous concerne.

C'est dans ce sens que nous luttons pour leur application.

VIVRE ET ETUDIER : c'est en finir avec les inégalités, donner à chacun la chance d'entreprendre et de poursuivre des études, sans aucune discrimination.

Cela implique le développement d'un véritable système d'aide sociale.

VIVRE ET ETUDIER : c'est avoir les moyens décents de poursuivre ses études, ne pas être contraint à choisir entre un livre et un repas ; c'est obtenir pour nos Universités les crédits qui leur permettent de vivre et de se développer.

VIVRE ET ETUDIER : c'est avoir le droit à une formation de qualité, c'est obtenir que le baccalauréat reste le premier grade universitaire, refuser les blocages d'inscriptions, supprimer les numéris-clausus, abroger l'ensemble des réformes sélectives mises en place ces dernières années.

VIVRE ET ETUDIER : c'est la possibilité d'avoir un métier, de travailler au pays, cela passe par la mise en œuvre d'une politique de plein emploi, par la mise aux concours du CAPES du CAPEPS et de l'Agrégation d'un nombre de postes suffisants, correspondant aux besoins du pays pour l'éducation des enfants.

VIVRE ET ETUDIER : c'est aussi le droit à la santé pour tous, le blocage des tarifs de la sécurité sociale, le maintien du régime étudiant, la mise en place d'une gestion véritablement étudiante à la MNEF.

VIVRE ET ETUDIER : c'est avoir pour tous les étudiants le droit et les moyens de se cultiver, de faire du sport, le droit d'habiter dans un cadre de vie décent, rompant avec une architecture au rabais, le droit de participer pleinement à la vie de la ville et de la région.

VIVRE ET ETUDIER : c'est également pouvoir décider de tout ce qui concerne notre vie, nos études, faire entendre notre voix partout où l'on traite de problèmes qui nous concernent.

Si aujourd'hui les mesures les plus urgentes qui permettraient d'arrêter le gâchis des intelligences, qui permettraient aux étudiants de vivre et d'étudier décemment ne sont pas prises, c'est toute une génération d'étudiants qui risque ainsi d'être sacrifiée.

Les conséquences de la politique gouvernementale sont déjà dramatiques, pour des dizaines de milliers d'étudiants, c'est l'abandon, l'échec, le désespoir et les gestes qu'il

1. — LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT CONDUIT A LA DESAGREGATION DE L'UNIVERSITE

Une réalité s'impose : malgré ses tentatives successives, le gouvernement n'est pas parvenu à mettre en place l'Université étroitement adaptée aux besoins du patronat.

Depuis 10 ans, il a multiplié plans et réformes sélectives, il s'est battu au coup par coup, Université par Université. Depuis la rentrée de l'année universitaire 78/79, un cap nouveau est franchi.

Le gouvernement et le patronat installent ouvertement l'Université comme le pays dans une crise qu'ils aggravent.

Aujourd'hui le patronat a besoin d'une main-d'œuvre déqualifiée — donc sous-payée — et de cadres dociles. Il veut adapter étroitement la carte de France des enseignements universitaires aux besoins régionaux, nationaux et internationaux des patrons.

C'est cette nécessité, liée au développement de la crise de notre pays qui explique que le gouvernement se livre à une attaque frontale contre l'institution universitaire.

Son objectif est clair : pour adapter l'Université il faut supprimer les pans non directement rentables, éliminer 300 000 étudiants, éliminer des vacataires, des assistants.

C'est pour cela qu'il s'en prend aujourd'hui à la cohérence de la structure universitaire, supprimant des pans entiers de l'Université, redéployant et adaptant les autres, conduisant ainsi à sa désagrégation.

En cassant, en bradant des facultés, des UER, il tente de mettre en place une nouvelle carte universitaire répartissant les Universités en centres « d'excellence » ou de « stagnation », coupant l'enseignement de la recherche, tournant le dos aux besoins réels des régions, du pays.

C'est dans le cadre de cette politique que le sport universitaire est menacé de mort, sous prétexte de relance ou, que les CROUS sont eux aussi en péril, là comme ailleurs, le gouvernement veut liquider, il arrête toute construction de cité, de restaurant, il envisage toujours d'abandonner ce secteur au contrôle du privé.

L'attaque nouvelle contre l'Université est d'ailleurs d'autant plus préoccupante qu'elle est à replacer dans une politique européenne inquiétante pour l'Université.

2. — DANS LE CADRE DU REDÉPLOIEMENT EUROPÉEN, LE GOUVERNEMENT PRÉPARE UN ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR FRANÇAIS DE SECONDE ZONE

La politique gouvernementale est à l'heure européenne. Il s'agit d'adapter l'enseignement supérieur au redéploiement des industries, aux besoins du patronat d'Europe.

Concrètement, cela signifie un remodelage de l'enseignement supérieur au niveau européen.

Les experts des gouvernements de l'Europe capitaliste travaillent à un projet d'harmonisation de leurs systèmes. Ils sont d'accord pour freiner « l'expansion » de l'enseignement supérieur en raison « des frustrations psychologiques » qu'il peut créer chez les diplômés-chômeurs.

« Un programme est nécessaire pour diminuer les prétentions professionnelles de ceux qui reçoivent une éducation supérieure », affirme l'un de leurs documents, qui souligne dans la même foulée que le niveau culturel de la population doit être étroitement limité.

Ainsi l'objectif est avoué.

L'Université européenne serait placée sous le signe du chômage, de l'austérité, de la réduction des débouchés.

Dans ce cadre, on réserverait à la France un enseignement tronqué, diminué, un enseignement supérieur de seconde zone.

Ces projets sacrifient l'avenir des étudiants de notre pays, mettent en cause son potentiel universitaire, scientifique et technique et culturel, ils mettent gravement en péril son indépendance.

3. — PARTOUT, LA MEME POLITIQUE

Les visées universitaires du gouvernement, tant sur le plan national, qu'eupéen, le démontrent. l'Université n'est pas un épiphénomène, il s'y mène la même politique que dans tout le pays.

Austérité et chômage sont partout les conséquences d'une seule politique appliquée dans tous les secteurs de l'économie, de la société.

L'importance des luttes que mènent les travailleurs, les nombreux conflits revendicatifs en cours, le mouvement imposant de tout le secteur éducatif, enseignants, parents, lycéens, dès la rentrée, les luttes des enseignants du supérieur, attestent de l'opposition que cette politique suscite et de la combativité de ceux qui s'y opposent.

Aujourd'hui la gravité des attaques contre l'enseignement supérieur, est à mettre en parallèle avec le bradage de secteurs entiers de l'industrie, tels la sidérurgie, la mise en place d'une carte universitaire mutilante, est à mettre sur le même plan que les menaces qui pèsent sur des régions comme la Lorraine, ou le Midi-Pyrénées.

Et dans tous les cas, le gouvernement recourt à la même méthode : l'autoritarisme, absence de concertation, refus de négociation, érigé comme moyen d'appliquer une politique largement repoussée par les intéressés.

C'est parce qu'ils sont ensemble confrontés aux effets nocifs d'une même politique qu'étudiants, enseignants et travailleurs luttent ensemble, que leurs actions convergent.

Plus que jamais cette unité dans l'action est à l'ordre du jour, elle est nécessaire pour faire céder le gouvernement, pour le contraindre à la négociation.

Elle est nécessaire pour couper court à la bataille de camouflage que le gouvernement mène autour de ses projets, pour faire la clarté sur les objectifs réels qu'il poursuit, au-delà du flou artistique qu'il entretient.

Elle est indispensable, car les coups portés contre l'Université, comme ceux portés contre les travailleurs, imposent de défendre ensemble, au coude à coude, nos outils de travail respectifs.

4. — NOUS LANÇONS UN CRI D'ALARME

Si le gouvernement parvient à appliquer ses orientations universitaires, s'il poursuit sa politique de désagrégation...

abordage de T.D., d'U.V., d'U.E.R.
Nous exigeons que nos facs aient les moyens de fonctionner, de développer leurs équipements; de se doter de constructions sociales, cités, restaurants, crèches, etc.
Nous exigeons la reprise des investissements pour le développement de centres universitaires correspondant aux nécessités vitales du pays.
Nous exigeons que toute nouvelle carte des implantations universitaires soit élaborée démocratiquement par les intéressés et leurs organisations représentatives.
Nous alertons l'opinion publique, les travailleurs, les intellectuels.
L'avenir de l'Université française dépend aujourd'hui de la force de notre riposte.
Il s'agit de créer le front le plus large pour la défense de nos Universités, pour mettre enfin l'Université à l'heure de notre temps.

Troisième partie :

METTRE L'UNIVERSITE A L'HEURE DE NOTRE TEMPS

Depuis 30 ans le monde a évolué, les étudiants ont changé, ainsi sous peine de sclérose et de démantèlement, l'Université doit se mettre à l'heure de notre temps.

Nous voulons transformer notre Université.

Nos propositions prennent corps dans nos luttes d'aujourd'hui.

Faire vivre et évoluer l'Université c'est une bataille vitale pour rester étudiant, pour notre avenir, pour le pays. Chacun de nos acquis est un élément essentiel de la sauvegarde et du développement de nos Universités. Cette bataille se gagne dans nos luttes de chaque jour.

NOUS VOULONS L'UNIVERSITE DE L'EGALITE DES CHANCES

Nous refusons la situation actuelle de l'Université marquée par la sélection sociale.

Le gouvernement organise le sacrifice de toute une génération d'étudiants, il brise nos espoirs quant à notre formation, notre avenir.

Il faut arrêter le gâchis des compétences et des intelligences dû au salariat, aux mauvaises conditions de vie et d'étude qui entraînent retards, échecs, abandons, qui représentent pour des milliers d'entre nous un véritable suicide de l'espoir pour que chaque jeune ait les mêmes chances d'entrer à l'Université, d'étudier, d'avoir un diplôme et un métier.

Il faut développer, promouvoir une véritable aide sociale financée par l'Etat et gérée par les CROUS.

Pour cela, nous exigeons :

- l'augmentation importante des bourses et la mise en place d'une allocation d'étude versée sur critères sociaux et universitaires doit permettre à chacun de vivre dans des conditions décentes et favoriser notre indépendance ;
- une politique de développement, de construction et d'équipement pour faire des CROUS un grand service public social et culturel, qui joue tout son rôle d'aide sociale aux étudiants ;
- le maintien du régime étudiant de sécurité sociale et le développement de ses avantages.

Les étudiants sont victimes d'une autre inégalité aux conséquences graves, tant au niveau de l'acquisition de leur formation que dans la recherche d'un emploi. Nous combattons toute conception rétrograde et réactionnaire de la femme dans le contenu de l'enseignement. Nous exigeons la suppression de toute discrimination à l'embauche, le paiement d'un salaire égal pour un travail égal.

Opposés à un enseignement fondé sur la sélection par l'échec, l'abandon, nous voulons un enseignement réellement formateur.

Nous luttons contre l'instauration des numéris-clausus et les procédures de limitation arbitraire du nombre d'étudiants.

Nous voulons un contrôle des connaissances qui soit une réelle évaluation de nos connaissances et du travail fourni pendant l'année.

La valeur d'un diplôme ne peut être définie par la proportion des recalés mais par la qualité et la durée de la formation.

Nos propositions sont réalistes. Le pays a besoin de plus de cadres, de médecins, d'enseignants, de chercheurs.

Pour répondre à ce besoin, l'Université doit former et mieux les étudiants, démocratiser radicalement son recrutement.

NOUS VOULONS UNE UNIVERSITE QUI OFFRE UNE VERITABLE FORMATION PROFESSIONNELLE SCIENTIFIQUE ET CULTURELLE

Nous luttons contre la limitation de l'accès à l'Université. Nous refusons les mesures qui réduisent le niveau de notre formation dans le but d'obtenir une main-d'œuvre déqualifiée.

Nous exigeons le droit à une formation de qualité, au savoir, à la culture et au métier.

Les étudiants se battent contre les mesures du gouvernement qui tendent à faire de nos études le moment d'acquisition d'un simple « savoir faire » vite périmé, à forger des « mentalités industrielles », à nous attribuer une sorte de SMIC culturel.

Nous voulons disposer d'une formation complète débouchant sur des diplômes.

Nous exigeons le maintien de la valeur nationale de nos diplômes, leur reconnaissance au niveau des qualifications acquises.

La formation que nous voulons doit permettre à chacun d'utiliser toutes ses connaissances dans toute son activité professionnelle.

Loin d'être étroitement spécialisée, la formation doit se faire en lien avec la réalité de la vie économique en garantissant toujours l'indépendance.

L'Université doit assurer sa mise en œuvre et son contrôle.

Opposés à un enseignement cloisonné, sclérosé et coupé de la vie, nous luttons pour disposer d'une véritable formation scientifique et pluridisciplinaire permettant la diffusion

Hostiles à la politique de chômage et de déqualification du gouvernement, nous luttons pour que cette formation nous donne droit à un emploi, à notre niveau de qualification.

Pour cela il faut une politique de plein emploi et une évaluation démocratique des besoins par tous les intéressés.

NOUS VOULONS UNE UNIVERSITE QUI SOIT UN GRAND SERVICE PUBLIC DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR AU SERVICE DE LA POPULATION

Nous luttons contre le manque de moyens pour les Universités et la dégradation de l'enseignement qu'ils entraînent.

Nous nous opposons à la volonté du gouvernement de déstructurer l'enseignement supérieur, de multiplier les statuts discriminatoires.

Des mesures financières urgentes sont nécessaires pour mettre un terme à la politique de dégradation du potentiel universitaire, pour assurer le fonctionnement de nos Universités, le développement des équipements et d'un matériel pédagogique suffisant.

Nous refusons l'établissement par le gouvernement d'une carte de la régression universitaire qui met en cause nos UER, nos enseignements et nous empêche d'étudier.

Toute nouvelle carte des implantations universitaires ne peut s'accompagner de suppression d'enseignements.

Il faut engager une concertation, avec tous les intéressés concernant l'implantation géographique des nouveaux enseignements nécessaires, permettant à chacun de vivre, étudier, travailler dans sa région.

Pour être mieux un service public, l'enseignement supérieur doit conserver et développer son unité.

Nous nous opposons à la politique du gouvernement qui vise à retirer de l'Université la formation de certains cadres qualifiés et la formation des maîtres.

Nous refusons les statuts dérogatoires créant des centres d'élite et des centres-parkings.

L'ensemble des établissements du supérieur doivent être soumis à la loi d'orientation en préservant les acquis démocratiques pouvant exister dans tel ou tel établissement.

Les liens entre les établissements supérieurs doivent être développés.

L'Université doit être le lieu de la formation des maîtres.

Dans le cadre d'une augmentation très importante des postes au CAPES et à l'AGREGATION, il faut unifier progressivement la formation et le recrutement de tous les maîtres en permettant l'acquisition d'une formation de haut niveau à l'Université en cinq ans.

Nous exigeons que l'Université soit le lieu de la formation permanente.

Cela passe d'abord par les moyens donnés à chacun d'acquérir une formation initiale de haut niveau.

Nous voulons pouvoir disposer d'un service public de formation permanente qui nous soit utile à tout moment de notre vie dans un but de formation sociale et d'adaptation des connaissances et non de déqualification et d'adéquation sur le tas au poste de travail.

Nous voulons que l'Université soit le lieu de développement de la recherche, c'est une condition du progrès des connaissances et de leur large diffusion.

L'initiation à la recherche, la formation scientifique doivent être un élément fondamental de notre formation à l'Université.

NOUS VOULONS UNE UNIVERSITE EN PRISE AVEC LA VIE

- Une Université en mouvement pour un monde qui évolue, une Université décloisonnée. Nous voulons être formés dans notre ville, dans notre région pour pouvoir y travailler.

Chacun doit trouver un travail correspondant à sa qualification dans sa région.

Notre Université doit s'intégrer pleinement à la vie économique, culturelle, scientifique de notre région, du pays.

Les aspirations régionales doivent y trouver toute leur place.

En tant qu'étudiant et citoyen nous revendiquons le droit à une formation qui nous permette de comprendre et de critiquer le monde dans lequel nous vivons.

Nous voulons que les grandes questions en débat dans le pays soient discutées à l'Université.

Lieu de recherche et de diffusion de la culture, notre Université doit faire connaître l'évolution des connaissances ; elle joue un rôle social d'importance pour transformer le pays.

Nous voulons prendre en charge notre vie à l'Université tant au niveau de l'organisation de la vie collective que pour l'animation culturelle de la faculté. Opposés au « Campus-caserne », nous voulons une Université de la qualité de la vie.

- L'Université doit être dépoussiérée. Nous voulons une Université où s'épanouisse d'autres relations pédagogiques.

Nous exigeons le choix pour chacun entre contrôle continu et contrôle terminal. Nous voulons un véritable contrôle continu des connaissances.

Aujourd'hui détourné de sa vocation première, celui-ci se transforme en véritable course d'obstacle, en bachotage permanent, quand il n'est pas supprimé et remplacé par les seuls cours en amphî.

Le contrôle continu doit permettre le développement d'une véritable pédagogie basée sur la participation des étudiants, un travail plus collectif par petit groupe, un réel débat sur le contenu de l'enseignement.

Nous voulons un contrôle des connaissances basé sur une réelle évaluation des connaissances et non sur l'arbitraire et la sélection par l'échec.

Nous voulons avoir un rôle actif dans l'élaboration de l'enseignement.

Hostiles à un enseignement sclérosé, coupé de la vie, nous voulons un enseignement en lien avec la réalité.

- Il faut débureaucratiser l'Université. Chacun doit avoir les moyens de s'y exprimer. Le pluralisme des idées, des sensibilités doit y être défendu contre les privilèges, les arbitraires, les mandarins.

Il faut préserver et développer nos droits. Le gouvernement s'attaque aux libertés et franchises universitaires, il remet en cause la loi d'orientation et des droits nouveaux, acquis après 1968 (droit de réunion, d'affichage, libertés politiques et syndicales), il multiplie les coups de force contre les droits syndicaux.

Nous voulons vivre, étudier, décider. Sur chaque aspect de notre vie à l'Université, dans notre vie quotidienne, nous voulons participer à toutes les décisions qui nous concernent. Il faut une présence étudiante dans toutes les structures de proposition et de décision à l'Université.

Nous exigeons le droit de contrôle, de décision, de direction sur le fonctionnement de l'UER, de l'Université, du CROUS.

Il faut donner plus de pouvoir aux usagers de l'UER, de l'Université, créer les bases d'une pratique autogestionnaire.

Nous exigeons une révision démocratique de la loi d'orientation permettant d'élargir nos droits, d'en conquérir d'autres.

Il faut rapprocher les conseils des étudiants. Pour cela nous demandons :

- l'abrogation du quorum,
- la publication de tous les débats des conseils,
- l'élection de délégués de T.D.,
- la participation des élus étudiants aux jurys d'examen,
- la création dans chaque année d'une commission pédagogique, paritaire se prononçant sur le contrôle des connaissances, le programme...

Nous voulons des Universités réellement cogérées permettant gestion et action étudiantes.

Des structures régionales démocratiquement élues doivent être mises en place pour permettre la coordination des politiques des universités.

Il faut supprimer les « recteurs préfets ».

Les Universités doivent disposer d'une réelle autonomie tout en délivrant des diplômes d'une valeur nationale.

Les libertés syndicales et politiques doivent être respectées et élargies, leur existence est une condition de l'exercice de la démocratie à l'Université. Les droits de nos délégués doivent être reconnus, ceux-ci doivent avoir les moyens d'accomplir leur mandat de faire entendre notre voix dans les conseils.

Pour répondre aux besoins du pays, aux aspirations populaires, il faut changer l'Université. La population, les enseignants, les étudiants doivent avoir leur mot à dire sur les grands choix nationaux en matières scientifique, culturelle, de santé, d'éducation.

La définition des priorités pour l'Université, dans la région et le pays doit être faite démocratiquement.

Les collectivités locales doivent être consultées, les aspirations régionales prises en compte.

Les étudiants veulent être représentés dans toutes les structures qui proposent et qui décident de l'avenir des régions et du pays, des problèmes d'éducation.



Il faut démocratiser l'enseignement supérieur. Pour changer l'Université, il faut aussi changer l'école qui y prépare.

Il faut une politique foncièrement nouvelle dans tous les domaines de la vie économique sociale et culturelle, qui passe par un changement radical avec la politique d'austérité, de sélection et d'autoritarisme menée par le gouvernement actuel.

Cinquième partie :

UN SEUL RECOURS : SE RASSEMBLER DANS L'UNEF

Face à la situation qui nous est faite, aux entraves dressées contre notre droit aux études, à vivre décemment, et à décider de nos affaires, nous ne pouvons rester inactifs et désarmés.

Comme les travailleurs, les paysans, les enseignants et toutes les catégories de la population, les étudiants ont besoin de se regrouper, de s'organiser pour s'entraider et se défendre.

C'est ce qu'ils ont fait.

Le résultat c'est l'existence d'une organisation syndicale étudiante : L'UNION NATIONALE DES ETUDIANTS DE FRANCE.

Durant sa longue existence, l'UNEF a toujours été le seul pôle de rassemblement étudiant.

Son histoire se confond à celle du monde étudiant.

Malgré les tentatives de liquidation qu'elle a subies de l'intérieur comme de l'extérieur, les convoitises diverses et les opérations multiples de division, l'hostilité des gouvernants, l'UNEF a été préservée, renouée, reconstruite et renforcée.

C'est aujourd'hui une importante organisation syndicale qui compte dans la vie universitaire et nationale.

Si cela a été rendu possible, si le besoin de s'organiser est de plus en plus ressenti, si le syndicalisme fait son chemin à l'Université, c'est qu'il existe une profonde communauté d'intérêts entre chacun d'entre nous.

Les différences sociales, la diversité des opinions, des croyances, les manières de vivre diverses, ne constituent en aucun cas un obstacle à notre rassemblement.

L'accroissement de nos difficultés, la volonté du gouvernement de porter atteinte à nos droits, de casser l'Université, renforce l'exigence de nous regrouper.

Jeunes travailleurs intellectuels en formation, nous avons des problèmes communs,

licités du monde étudiant qui ne réside ni dans la copie d'un quelconque modèle, ni dans le rejet de tout ce qui fait la richesse du patrimoine syndical de notre pays.

Le premier et le plus important des principes qui guide la réflexion et l'action de l'UNEF, c'est l'indépendance.

L'UNEF est indépendante de tous les partis et courants politiques et organisations syndicales. Elle l'est également des instances universitaires, du patronat et du gouvernement.

Rien ne peut nous détourner de cette voie.

Cette indépendance de l'UNEF ne signifie ni apolitisme ni neutralité.

Organisation syndicale conséquente, l'UNEF donne son avis sur ces grandes questions de la vie nationale et internationale.

Régulière, la progression de notre rassemblement dans l'UNEF, s'est considérablement accélérée en 1977-1978.

Aujourd'hui nous sommes bien plus nombreux à être syndiqués, depuis Mai et Juin 68 nous n'avions jamais été autant.

C'est que nos actions, nos espérances, nous conduisent à mettre tous les atouts de notre côté, à choisir l'efficacité.

Si nous sommes rassemblés dans l'UNEF, et souhaitons chacun y prendre sa place, c'est que du mouvement du printemps 76 au luttes de Médecine en 77, à celles d'EPS en 78, l'UNEF a démontré son efficacité, sa capacité à animer nos luttes les plus importantes.

Nous avons fait également la preuve que rassemblés dans l'UNEF, nous étions plus efficaces pour agir sur le quotidien, organiser l'aide et l'entraide, engager l'action sur chacun de nos problèmes.

Enfin, nous sommes rassemblés dans l'UNEF, car nous voulons débattre de notre situation, diriger nous-mêmes nos luttes et ne laisser à personne le loisir de les récupérer ou de les utiliser.

Nous sommes à l'UNEF parce que notre rassemblement est gage de notre efficacité.

Aujourd'hui pour qui veut rester étudiant, vivre, étudier et décider, il n'y a qu'un recours : se rassembler dans l'UNEF.

Si nous sommes à l'UNEF, si nous vous invitons à nous y rejoindre, c'est que nous ne voulons pas rester sur la touche. C'est le seul moyen pour être dans le coup de tout ce qui bouge et évolue à l'Université, pour avoir prise sur les événements et notre vie d'étudiant.

Rassemblés, organisés, nous sommes une force.

Notre action ne peut être efficace que si elle est coordonnée entre des différents UER, facultés et Universités. Seul un outil national peut nous le permettre.

Nos problèmes sont trop nombreux, nos difficultés trop importantes pour que nous puissions y faire face en restant isolés.

Nous savons par expérience que nous ne pouvons compter que sur nos propres forces. Rester étudiant est un combat, vivre décemment, pouvoir étudier, décider de nos affaires reste un droit à conquérir.

Seule notre action le permettra.

L'UNEF, c'est le recours, pour agir ensemble.

C'est le recours parce que l'UNEF intervient dans tous les aspects de la vie universitaire, est présente d'un bout à l'autre de l'année, mène une activité au cœur de notre vie quotidienne.

C'est le recours pour décider et organiser les activités d'aide et d'entraide dont nous avons besoin, l'action à engager, la manifestation ou la grève.

C'est le recours pour décider et promouvoir l'animation de son UER et Université.

C'est le recours de tous ceux qui refusent le ghetto universitaire et veulent agir avec les enseignants, les autres jeunes et les travailleurs.

Par des relations sans exclusive qu'elle entretient avec les organisations syndicales d'enseignants et de travailleurs, l'UNEF est l'instrument qui permet d'organiser la convergence de nos actions avec celles de tous les intéressés.

Porte-parole du monde étudiant, l'UNEF est le recours de l'expression publique, de ses problèmes et aspirations.

L'UNEF c'est le recours, pour être informé, c'est le recours pour empêcher que l'on décide de nos affaires dans notre dos, les élus UNEF constituent autant de recours personnels pour chaque étudiant d'interlocuteurs auprès des instances universitaires.

Les élus syndicaux jouent un rôle essentiel pour la défense de chaque cas posant problème, et l'animation de l'action collective.

Dans toutes les instances où ils sont présents, les délégués syndicaux, contrôlés par l'ensemble des étudiants, appliquent leur mandat et n'ont pour seul but que de défendre les intérêts de leurs mandants.

L'UNEF c'est le recours contre l'isolement, l'organisme qui permet de se regrouper, de s'entraider et de lutter pour faire face à l'abandon ou à la perspective de l'échec.

L'UNEF, c'est le recours le plus sûr de notre vie quotidienne, c'est un outil utile à chacun d'entre nous, et le seul instrument qui nous permet de prendre nous-même nos affaires en main.

L'UNEF c'est le recours indispensable des étudiants d'aujourd'hui !

C'est parce que l'UNEF est ce recours indispensable qu'elle est le gage du succès de nos actions que tant de forces s'évertuent à la détruire ou à entraver ses activités, c'est pour cela qu'elle est souvent présentée sous un visage qui n'est pas le sien.

La vérité est tout autre.

CONTRIBUTION DE L'UNEF A LA RENOVATION DU MEETING EUROPEEN

Notre attachement à la structure du Meeting Européen qui réunit chaque année les Unions Nationales des pays européens nous amène à soumettre à l'ensemble des participants cette contribution visant à son renouveau.

Notre participation à sa création et le fait que l'Europe constitue une réalité géographique et politique, nous permettent de penser que le Meeting Européen est un cadre de travail utile à la coopération et à l'échange d'expérience entre les diverses unions nationales.

Si nous pouvons nous féliciter des progrès de la détente, il reste en Europe encore beaucoup de chemin à faire vers la coexistence entre les Etats. La lutte pour la paix, l'amitié et la coopération demeure d'actualité, cela d'autant plus que l'Europe demeure un lieu d'affrontements entre des blocs dont l'existence même fait peser de graves dangers sur la sécurité de la région.

Sur ce continent, le développement économique et l'éducation sont importants même s'il convient d'apprécier les inégalités, les problèmes de l'enseignement sont primordiaux. La présence en Europe d'une forte population étudiante renforce d'autant plus l'exigence de rapports réguliers entre les représentants du monde étudiant.

Les différents meetings européens ont eu le mérite de permettre de multiples rencontres bilatérales et un indispensable échange d'expériences et d'informations.

Le chômage, la crise économique, la sélection, la place des étudiants dans la vie sociale, leur rôle dans la planification, les pressions idéologiques sur l'enseignement, la remise en cause du pluralisme, de la liberté d'étudier, les interdits professionnels, les atteintes aux droits à l'organisation, à l'expression, le non-respect des droits démocratiques énoncés dès le texte final d'Helsinki, sont des problèmes qui justifient pleinement la réunion régulière et dans un cadre approprié, de l'ensemble des Unions Nationales d'Europe.

Si la structure du Meeting Européen est nécessaire parce qu'elle nous permet de nous réunir, elle doit néanmoins s'adapter aux évolutions de la situation politique, économique et sociale. Le bilan tiré par notre organisation nous permet de distinguer des insuffisances à plusieurs niveaux. L'efficacité et la portée du Meeting Européen en sont d'autant affectées.

1. La préparation

A notre avis, peu d'organisations y prennent part. Le choix des dates, que l'on pourrait considérer comme un problème mineur, amène à un (des) retard(s). De même les débats sur le lieu nous semblent injustifiés, d'autant qu'ils entraînent des discussions plus longues que le déroulement du meeting lui-même.

Nous considérons que le Meeting doit se tenir dans le pays d'Europe où le mouvement étudiant exige le plus grand soutien des organisations européennes, au moment de son déroulement. Aucune organisation et aucun gouvernement ne doivent l'utiliser comme instrument de publicité.

2. Les débats

Nous nous devons d'aborder les thèmes qui préoccupent les étudiants. Nous devons nous attacher à ce que tous les problèmes soient débattus. Certes nous savons qu'il existe des différences de point de vue, des divergences même, nous ne saurions les écarter, il nous faut même en débattre car c'est le seul moyen de faire progresser, ne serait-ce que la connaissance de nos positions mutuelles.

Par ailleurs, le souci excessif de parvenir en toute circonstance à l'élaboration d'un texte final ampute l'approfondissement de la réflexion sur les thèmes abordés au profit de longues négociations.

De même, le cadre trop formel des séances d'intervention, malgré l'intérêt évident pour l'information des organisations participantes, ne permet pas un vrai débat.

3. Les organisations internationales

Avant tout nous devons nous poser la question du rôle et de la place de l'U.I.E. dans le Meeting Européen. Personne ne conteste la présence de cette organisation internationale (ou d'une toute autre organisation régionale ou internationale participant habituellement à ce type d'initiatives). Elles peuvent apporter leur propre contribution au débat. Cependant, la volonté de l'omniprésence de l'U.I.E., qui tente en permanence, et sans raison apparente, d'obtenir des résolutions qui coïncident à ses propres déclarations, est un frein objectif au débat.

La composition du mouvement étudiant et sa structure propre ne peuvent donner à l'U.I.E. des prérogatives qui remettent en cause le fonctionnement de l'indépendance de celui-ci.

Nous ne souhaitons pas, pour notre part, que les divergences entre certaines organisations et l'U.I.E., notamment entre l'U.N.E.F. et l'U.I.E., entravent la préparation et la tenue du Meeting.

C'est pourquoi, il ne peut être question que l'U.I.E. joue un rôle d'organisateur, ce serait de fait un rétrécissement du Meeting Européen qui amènerait à terme à son éclatement.

Enfin quand des problèmes particuliers, qui ne préoccupent pas nécessairement l'ensemble des Unions Nationales d'Europe, se posent, celles-ci doivent pouvoir se réunir afin de discuter de ces questions.

Nous n'avons pas la volonté de faire un bilan exhaustif des problèmes rencontrés par le

Mouvement Etudiant, nous souhaitons que cette contribution et les positions qu'elle contient soient largement discutées et améliorées par l'ensemble des Unions Nationales. Notre désir est de voir le Mouvement Etudiant s'adapter aux réalités actuelles et par là même reprendre pleinement son sens et son efficacité.

PROPOSITIONS POUR LA RENOVATION DU MEETING EUROPEEN

I. *SA PREPARATION.* — S'il est nécessaire que deux ou trois organisations assurent la préparation technique du Meeting, il faut que l'ensemble des secrétaires internationaux des Unions Nationales d'Europe participe à sa préparation lors de la tenue des comités préparatoires.

II. *SES THEMES.* — Il nous faut aborder les questions qui préoccupent les étudiants. Si nous ne sommes pas opposés aux sujets de réflexions générales comme la démocratisation de l'enseignement, il nous semble qu'on doit aller vers des thèmes plus limités qui permettraient de pousser davantage l'analyse que nous pouvons faire.

De même il nous faut aborder tous les thèmes, toutes les questions, en un mot, il ne saurait y avoir de sujets tabous.

Enfin, nous pensons qu'il est nécessaire, dès qu'une Union Nationale le demande, d'aborder les questions d'actualité.

III. *LE DEBAT.* — Tout d'abord, il faut que l'introduction que fait chaque Union Nationale soit limitée dans le temps et ce dans l'intérêt de la qualité même des débats.

La volonté commune des Unions Nationales doit être de faire part des modifications intervenues durant l'année sur les questions abordées sans avoir à revenir sur l'ensemble des données qui peuvent ne pas avoir évolué de façon notable.

Cette communication qui pourrait être limitée à une journée aurait pour but l'information des Unions Nationales.

De plus, nous pensons que des discussions éclatées sur les différents thèmes permettraient de donner plus de dynamisme et donc d'efficacité aux débats.

Les comptes rendus de ces discussions pourraient être rédigés par deux Unions Nationales mandatées et, soit présentés au Meeting Européen, soit envoyés à chaque Union Nationale.

IV. *LES PARTICIPANTS.* — Un effort plus important doit être fait dans la participation technique et financière pour permettre à chaque Union Nationale d'être représentée au Meeting Européen.

Des organisations régionales ou internationales sont invitées. Il nous semble nécessaire de leur donner un strict statut — comme il est de règle dans toutes les rencontres internationales — d'observateurs.

Cela veut dire qu'elles ne peuvent avoir aucune prérogative dans l'organisation du Meeting Européen et ce, afin d'éviter toute pesanteur ou pression.

Leur intervention doit donc être réduite à une unique adresse aux participants.

Des consultations des organisations représentatives du mouvement étudiant italien, espagnol, portugais, albanais, belge, luxembourgeois, doivent être engagées sans plus tarder. En effet, l'absence de représentants d'étudiants de ces pays nuit au retentissement du Meeting Européen. Le statut de ces représentants pourrait être dans un premier temps celui d'observateur.

Enfin étant donné la similitude des problèmes rencontrés par un certain nombre d'Unions Nationales avec une partie des Unions Nationales d'Europe, et s'appuyant sur une des dernières résolutions du Meeting Européen, nous proposons que des discussions s'engagent quant à l'éventuelle participation des organisations des étudiants des Etats-Unis, du Canada, du Québec et du Japon.

Nous ferons des propositions dans ce sens lors de la tenue de la deuxième prepcom afin que rapidement des contacts soient pris.

V. *MODE DE PRISE DE DECISION.* — La règle du consensus doit être maintenue. Cependant si les Unions Nationales en font la demande, des votes peuvent être obtenus, ceux-ci ayant une valeur indicative, ne peuvent constituer une quelconque décision.

Le Meeting Européen doit par ailleurs décider d'actions concrètes offensives en toute indépendance, de même il doit décider de l'organisation d'initiatives de réflexion sur des thèmes plus particuliers à propos desquels nous ferons des propositions.

La réflexion et le débat que nous désirons susciter devraient permettre, dès le comité préparatoire, d'avancer dans la rénovation du Meeting Européen.

Le retentissement et l'impact public de celui-ci en sera grand.

Dans ce sens, nous proposons que le Meeting Européen inscrive à son ordre du jour l'élaboration d'une charte universelle des droits syndicaux et démocratiques à l'Université. Son respect par les gouvernements pourrait devenir un objectif commun aux Unions Nationales, un tremplin pour l'affirmation des droits des étudiants dans les Universités.

Les Unions Nationales d'Europe pourraient ainsi apporter une contribution importante au mouvement étudiant international; celui-ci pourrait alors s'acheminer vers la publication d'une telle déclaration au niveau mondial.

PROJET DE RESOLUTION SUR L'ACTIVITE INTERNATIONALE DE L'U.N.E.F.

65^e CONGRES DE L'UNEF (12-16 janvier 1979)

Notre époque qui voit grandir l'aspiration à vivre dans un monde de paix, de liberté, de démocratie et de progrès social est encore marquée par des guerres, des génocides, par la course aux armements.

Le racisme, l'apartheid, le fascisme, le colonialisme, le néo-colonialisme, les atteintes aux droits de l'homme, la crise économique et ses conséquences sont des réalités de notre temps.

Avec l'ensemble de la jeunesse les étudiants sont profondément sensibles à cette situation.

Porte-parole des aspirations des étudiants et défenseur de leurs intérêts, l'UNEF se doit de développer la dimension internationale de son activité.

Les étudiants et l'Europe

Les problèmes que rencontrent les 800 000 étudiants de France, des millions d'étudiants d'Europe Occidentale les vivent.

Nous vivons dans une Europe de plus de 7 millions de chômeurs, dans une Europe où les aspirations à vivre, étudier, décider de son avenir sont bafouées.

Réduire les dépenses d'éducation, limiter le nombre d'étudiants, intégrer les différentes universités dans une structure européenne telles sont les directives de l'O.C.D.E. (Organisation Communautaire pour le développement économique).

L'harmonisation des systèmes d'enseignement en Europe cela veut dire : le bradage de secteurs entiers de l'Université française, le démantèlement de la recherche et le passage à l'étranger de pans entiers de l'enseignement supérieur de notre pays. L'objectif est clair : il s'agit de cantonner l'enseignement français dans un rôle de seconde zone.

Cette politique sacrifie l'avenir des étudiants de notre pays et met gravement en cause son développement économique, scientifique et culturel, elle met en péril son indépendance.

Cela est grandement confirmé par les déclarations de Raymond BARRE invitant les étudiants français à aller étudier et travailler hors de nos frontières.

La gravité des projets européens en cours nécessite un développement de la coopération entre les Unions Nationales des Pays d'Europe Capitaliste et la mise en œuvre d'actions communes. Dans ce contexte, le « Meeting Européen », réunion annuelle des responsables des Unions Nationales d'étudiants de toute l'Europe est considéré par l'UNEF comme un cadre de rencontre, de discussion et de décision commune de première importance.

C'est pourquoi attachée à cette structure l'UNEF a mis au débat des propositions constructives qui permettront de progresser dans la voie de l'indispensable rénovation de cette réunion de son adaptation aux modifications intervenues dans le mouvement étudiant européen.

Le 65^e Congrès de l'UNEF décide de développer prioritairement ses relations avec les Unions Nationales d'Europe Capitaliste et des pays qui connaissent des problèmes analogues.

Le 65^e Congrès mandate le BUREAU NATIONAL pour qu'il accélère les contacts d'ores et déjà engagés en vue de la réalisation d'une initiative de lutte organisée par les Unions Nationales d'Europe Capitaliste sur les problèmes de l'emploi, des budgets des Universités et des droits des étudiants.

Celle-ci pourrait se tenir prochainement à Paris.

Les étudiants sont solidaires des peuples opprimés

Fidèle aux traditions de solidarité et de lutte du mouvement étudiant français, comme lors des guerres d'Algérie et d'Indochine, l'UNEF réaffirme sa solidarité avec les peuples qui subissent le racisme, l'apartheid, le fascisme, le colonialisme, le néo-colonialisme et toutes formes d'oppression.

Cette solidarité passe en premier lieu par la lutte contre les agissements du gouvernement français.

Le 65^e Congrès réaffirme sa condamnation des ventes d'armes et de l'aide économique aux régimes réactionnaires et fascistes et condamne les interventions militaires françaises, notamment en Afrique. Nous nous plaçons aux côtés des peuples qui luttent pour l'indépendance, le droit à l'autodétermination et l'instauration d'un nouvel ordre économique international.

L'UNEF soutient particulièrement la lutte des peuples des anciennes colonies françaises et des DOM TOM où sévit la politique néocolonialiste du gouvernement français.

Les étudiants exigent le respect des libertés dans le monde

Les étudiants français sont solidaires de toutes les causes de la liberté.

Défendre les droits de l'homme partout où ils sont bafoués, s'élever contre les atteintes aux libertés dans quelques pays que ce soit est un devoir pour notre organisation.

En Europe, l'UNEF exige le respect et la pleine application des accords d'Helsinki.

Le 65^e Congrès donne mandat au Bureau National pour l'élaboration d'une charte européenne des droits et libertés des étudiants, qui sera soumise au débat des différentes Unions Nationales d'Etudiants d'Europe.

Les étudiants aspirent à vivre dans un monde de paix

Le 65^e Congrès condamne le commerce des armes et se déclare révolté du fait que notre pays soit devenu le 1^{er} fournisseur d'armes par habitant.

Nous luttons pour que soit mise en place dans notre pays une politique visant au désarmement, à la coexistence pacifique et à la coopération entre les peuples.

Nous luttons pour que la France participe à toutes les initiatives en faveur du désarmement, signe les traités de non-prolifération de l'armement atomique et s'oppose à la mise en place de tout autre moyen de destruction massive comme la bombe à neutrons.

Le développement de notre activité internationale tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de nos frontières a permis au mouvement étudiant français de prendre toute sa place dans le concert international. Nous avons multiplié notre présence lors d'initiatives de solidarité internationale. Nous avons organisé un plus grand nombre d'entre-elles. Une délégation de l'UNEF a participé au XI^e Festival Mondial de la Jeunesse et des Etudiants pour « la paix, l'amitié et la solidarité anti-impérialiste ». L'effort considérable que cela a constitué dans notre organisation, le travail positif réalisé par notre délégation, tant au niveau de son intervention propre que pour préserver le caractère large, unitaire et combatif du festival ont donné une dimension nouvelle à notre activité internationale.

Le 65^e Congrès de l'UNEF décide de poursuivre dans cette voie. Il réaffirme que l'activité internationale de l'UNEF se mène en toute indépendance sur la base des orientations définies par les syndiqués.

C'est dans cet esprit que l'UNEF participe à certaines activités de l'UNION INTERNATIONALE DES ETUDIANTS, seul organisme international d'étudiants, regroupant 137 organisations.

L'UNEF a déjà eu l'occasion de s'exprimer publiquement sur les profonds désaccords existants entre elle et l'UIE notamment concernant les graves manquements à la démocratie dans son fonctionnement. Elle exige que soit mis un terme à des pratiques souvent héritées du passé et qui ne prennent pas en compte les modifications intervenues dans la composition du mouvement étudiant international.

L'UNEF s'indigne que l'UIE reste parfois silencieuse alors qu'une riposte du mouvement étudiant international s'impose.

Le 65^e Congrès de l'UNEF réaffirme sa volonté de développer les relations bilatérales avec les Unions Nationales d'Etudiants sur un pied d'égalité et sur la base du respect mutuel. Celles-ci représentent l'essentiel de notre intervention internationale.

L'UNEF entretient des relations avec plus de 80 organisations unions nationales d'étudiants ; elle s'attache à renforcer la coopération et la solidarité des étudiants du monde en développant encore ces liens.

Le développement de notre activité internationale passe avant tout par le développement de nos propres initiatives à l'Université. Le 65^e Congrès de l'UNEF décide de mener plus régulièrement une activité visant à informer, sensibiliser, mobiliser les étudiants sur ces problèmes.

Il appelle dans ce sens les AGE et les Comités à organiser des initiatives diverses visant à associer un plus grand nombre d'étudiants.

Chaque fois que cela est possible, l'UNEF travaille à des initiatives unitaires avec les organisations syndicales, de jeunesse, d'étudiants étrangers, les mouvements pacifistes et antiracistes. Le 65^e Congrès s'engage à tout mettre en œuvre pour que s'expriment les exigences et les aspirations des étudiants de façon plus régulière, plus publique et plus massive.

LA FORMATION SYNDICALE :

— UN DROIT DES ADHERENTS

— UNE NECESSITE POUR L'ACTION.

L'UNION NATIONALE DES ETUDIANTS DE FRANCE doit permettre à toujours plus d'adhérents de devenir les animateurs de la vie syndicale dans les Comités, les A.G.E., au plan national.

Depuis le 64^e CONGRES, des progrès, néanmoins marqués par de profondes inégalités, ont été réalisés dans plusieurs domaines :

- la circulation permanente de l'information par l'intermédiaire de courrier locaux et nationaux aux adhérents, aux élus, aux responsables de comités ;
- la tenue de réunions de Comités régulières dans les U.E.R. parfois les amphis ou les TD ;
- l'amélioration du travail d'animation des Collectifs d'A.G.E. par la recherche de la stabilité des bureaux de comité ou d'A.G.E. ;
- l'organisation de rencontres d'élus locales et nationales ;
- la création de commissions nationales sur différentes tâches.

Le CONGRES constate que des insuffisances flagrantes restent à combler et que des efforts sont nécessaires pour améliorer le travail collectif et permettre à chacun d'assumer ses responsabilités, d'en prendre de nouvelles.

Pour cela, chacun a droit aux éléments d'information, d'analyse, de réflexion qui lui permettent de rendre plus intéressante et plus efficace son activité.

Le CONGRES engage le BUREAU NATIONAL et les Bureaux d'A.G.E. à accroître leurs efforts pour la publication régulière et le financement d'U.N.E.F.-INFORM et des bulletins d'Association Générale. Il appelle les A.G.E. à améliorer leur réflexion et leur travail pour la création de commissions locales sur l'activité de l'organisation et les problèmes universitaires et par la mise en place de commissions par secteurs d'études.

Sur la base de l'expérience acquise et transmise dans l'U.N.E.F. le responsable syndical peut mieux répondre aux questions que suscitent l'actualité et la situation locale.

La transmission de l'expérience ne peut se faire uniquement à travers l'activité quotidienne. En effet, le gouvernement veut maintenir les étudiants en état de sous-information, gardant ainsi une plus grande latitude pour appliquer une politique dont il tente de camoufler la vraie nature. Il bénéficie du renfort de la quasi-totalité des média, porte-parole de ses arguments, mais silencieuses sur les positions étudiantes.

La nécessité de la formation syndicale est renforcée par le renouvellement permanent de la population étudiante qui entraîne des changements fréquents dans les directions syndicales.

Le CONGRES réaffirme que seule l'U.N.E.F. permet aux étudiants d'être informés, de discuter de leurs problèmes, d'échanger leurs expériences.

Les journées d'études, les stages locaux et nationaux sont les lieux d'une réflexion approfondie sur les orientations et la pratique syndicale.

La complexité de la politique du gouvernement et de ses implications universitaires fait de cette réflexion une condition de la plus grande efficacité du syndicat.

Les problèmes croissants des étudiants, le salariat de plus en plus fréquent, les difficultés matérielles des A.G.E. pour prendre en charge les frais de stages en rendent plus difficile la tenue.

L'attention des directions, de comité, d'A.G.E. et du BUREAU NATIONAL à l'égard de l'éducation syndicale doit s'en trouver renforcée.

Tout étudiant a le droit de devenir responsable syndical. Le CONGRES engage le BUREAU NATIONAL et les bureaux d'A.G.E. et de Comité à faire des efforts particuliers pour l'accession des étudiantes à tous les niveaux de responsabilité.

Le CONGRES réaffirme la nécessité de mettre en place et de multiplier les stages locaux et régionaux.

Ils doivent être l'occasion d'une analyse adaptée aux réalités économiques et universitaires locales, avec la constitution d'une documentation particulière.

Des journées d'études locales et régionales permettent une réflexion plus rapide et plus proche de problèmes spécifiques de ou des A.G.E. concernées. Elles permettent en outre d'intégrer plus d'adhérents à la réflexion sur l'ensemble des aspects de l'activité.

Le CONGRES demande au BUREAU NATIONAL et aux A.G.E. de veiller à la participation de nombreux dirigeants de ville aux stages nationaux qui favorisent une vision nationale de l'activité.

Le CONGRES invite les directions à agir pour que le financement des stages locaux et nationaux de la formation des responsables syndicaux qui sont utiles à la vie de l'Université soient pris en charge par les universités et le ministère.

Le CONGRES appelle les directions à développer l'éducation syndicale sous toutes ses formes.

Du nombre d'étudiants qui s'informent, discutent, décident, dépend le nombre d'étudiants qui agissent et qui gagnent.

PROJET DE RESOLUTION SUR L'ENTRAIDE DES ETUDIANTS 65° CONGRES DE L'UNEF (12-16 janvier 1979)

Les étudiants rencontrent des difficultés croissantes pour vivre et étudier. Les enfants des familles modestes sont les plus durement touchés.

Les étudiants ressentent le besoin d'apporter des réponses à la multitude de problèmes auxquels ils sont confrontés. Ils agissent et mettent en place un système d'entraide à l'Université.

L'aggravation des mesures gouvernementales à l'égard des étudiants en renforce la nécessité.

Chaque création de service, parce qu'elle offre la possibilité d'étudier dans de meilleures conditions, voire de rester étudiant, est à mettre à l'actif de l'action syndicale.

Depuis la liquidation quasi totale, il y a une dizaine d'années, du patrimoine de services de nos comités, de nos A.G.E., de l'Union Nationale de nombreux acquis dans sa reconstruction ont été remportés.

Les étudiants disposent aujourd'hui de services nombreux et diversifiés, au niveau de l'U.E.R. de la ville universitaire.

Certains services ont donné lieu à des rentrées financières qui ont participé au financement et au développement d'autres services, de l'activité générale. Cela est positif.

Cette tendance générale au progrès s'accompagne d'inégalités selon les comités, les A.G.E., les services.

La création de l'entraide constitue un élément essentiel pour faire pleinement de l'U.N.E.F. le recours permanent des étudiants.

En appelant les étudiants à l'action pour mettre en place ce système d'entraide, pour en obtenir les moyens de l'Université, les comités U.N.E.F. appellent les étudiants à l'auto-organisation, ils contribuent à développer la vie associative à l'Université.

Le 65° Congrès invite les A.G.E., les comités, en partant des problèmes des étudiants, de leurs besoins et de leurs aspirations à aller de l'avant dans la création de services au plan local :

- Dans le domaine des informations juridiques, des services logements et emplois ;
- Dans le domaine des coopératives, des réductions multiples ;
- Dans le domaine des photocopies et des groupes de travail en veillant à s'adresser plus particulièrement aux étudiants salariés ;
- Dans le domaine de l'animation des Universités, où le vide culturel domine en créant et développant cafétérias, foyers, ciné-clubs, en organisant galas culturels et cycles de conférences en obtenant des réductions sur les places des cinémas et théâtres...

Le 65° Congrès de l'U.N.E.F. réaffirme que la création de l'entraide, sa prise en main par les étudiants qui le souhaitent dépend de la capacité des comités à impulser, à proposer, à appeler les étudiants à se rassembler.

L'élu, le délégué des étudiants, a une place prépondérante dans cet appel. Il est le porte-parole qui formule auprès des conseils les exigences en moyens et en assure le contrôle.

Il a contribué et contribue à préserver et développer les services existants dans les Universités et dans les C.R.O.U.S.

Le 65° Congrès appelle les comités et les A.G.E. à mieux se saisir des structures nationales reconstruites.

Il appelle les comités et les A.G.E. à développer l'activité de VOYAGES et TOURISME UNIVERSITAIRE qui constitue face aux « marchands de soleil », qui tentent de s'accaparer le « marché » étudiant, le service voyage créé par les étudiants pour les étudiants et géré par eux.

PROJET DE RESOLUTION SUR CAMPUS

65^e CONGRES DE L'U.N.E.F. (12-16 janvier 1979)

L'Université française aujourd'hui souffre de sous-information. Tout est fait pour écarter les étudiants de la vie nationale, pour les empêcher de participer aux débats qui les concernent, de peser de leur juste poids dans les décisions qui les engagent. La quasi-totalité des médias ment ou se tait sur la situation qu'ils vivent, comme sur celles de leurs Universités.

La concentration inquiétante d'une grande partie de la presse écrite et la main-mise gouvernementale sur la presse parlée et télévisée facilite cette tâche : entretenir le flou autour de la politique du gouvernement, pour la justifier, éviter ou endiguer toute riposte.

C'est ce qui explique la déformation ou le mutisme, observé le plus souvent face aux prises de position du syndicat des étudiants, face à ses actions. C'est aussi ce qui donne toute sa force à la décision du 64^e Congrès de doter les étudiants d'un organe de presse qui leur soit propre.

La création de CAMPUS correspond à cette nécessité de rétablir la vérité sur l'Université, ses usagers, leurs luttes, de donner aux étudiants un lien national indispensable qui leur permette de s'informer, de rompre avec leur isolement.

CAMPUS, parce qu'il est le seul journal fait par les étudiants, pour les étudiants est seul à contenir des informations sur les questions en débat à l'Université.

Parce qu'il s'appuie sur la situation vécue par les étudiants, CAMPUS permet la mobilisation, l'organisation de la riposte, comme il permet par les renseignements pratiques qu'il fournit, que l'entraide étudiante se développe.

Parce qu'il tend à être un pôle de l'actualité artistique et culturelle, de tout « ce qui bouge » dans la création aujourd'hui, CAMPUS combat le désert culturel à l'Université.

Enfin en ouvrant ses colonnes, CAMPUS est le moyen privilégié de faire grandir les convergences entre étudiants, travailleurs et enseignants tout en donnant plus largement à l'opinion publique le point de vue des étudiants.

L'existence d'un tel journal est bien aujourd'hui une nécessité.

Sa création, ses premiers numéros, sont d'ores et déjà un acquis pour les étudiants et leur organisation syndicale.

Le renforcement de son audience et le développement de son champ d'intervention changent pour une part le visage de nos Universités.

Le 65^e Congrès de l'U.N.E.F. souligne la nécessité de lier toujours plus la vente et la promotion de CAMPUS à l'ensemble de l'activité du syndicat. C'est l'outil essentiel de l'intervention des comités U.N.E.F.

Comme l'ensemble de la presse qui ne convient pas au gouvernement, comme toute la presse syndicale, CAMPUS subit les coups de boutoirs des groupes de pression financiers, se heurte au blocus des publicitaires.

Ces pressions renforcent la nécessité pour chaque syndiqué de veiller au développement de son journal à sa diffusion.

Le 65^e Congrès met l'accent sur la nécessité de disposer d'un diffuseur au moins par comité et par U.E.R., et d'un responsable au journal dans le bureau d'A.G.E.

Cette structure de vente permet de diffuser rapidement le journal, de mettre en place un véritable « réseau » de lecteurs réguliers et d'établir un réel lien de masse entre les étudiants dans leur amphithéâtre, leur U.E.R., leur faculté, leur cité...

Le 65^e Congrès réaffirme la décision de doter CAMPUS de 15 000 correspondants dans toutes les Universités de France, à même de leur fournir les informations et les avis nécessaires à en faire toujours plus le point de référence de l'information étudiante.

Le Congrès souligne le rôle de CAMPUS pour impulser et animer le débat à l'Université, y développer la vie démocratique. Dans ce débat les syndiqués doivent prendre toute leur place. Abonnés à CAMPUS, ils peuvent disposer rapidement d'informations leur permettant d'intervenir mieux, plus efficacement.

A la progression de l'audience de CAMPUS, est liée la progression de l'audience de toute l'U.N.E.F.

La diffusion rapide et régulière de CAMPUS, la multiplication du nombre de ses abonnés sont le gage de sa parution régulière et de son développement.

Parce qu'il est un journal entièrement réalisé par les étudiants, CAMPUS est un pari.

Un pari contre l'étouffement de l'expression des étudiants, un pari pour la liberté de la presse. Toutes nos énergies doivent être tendues pour le gagner, pour faire de CAMPUS le journal des étudiants de France.

PROJET DE RESOLUTION SUR L'ACTIVITE FINANCIERE DU SYNDICAT

65^e CONGRES DE L'U.N.E.F. (12-16 janvier 1979)

Les étudiants prennent une place active dans la vie nationale.

Ils représentent une force dans la vie sociale.

Le gouvernement concentre ses attaques contre l'Université.

Les étudiants veulent défendre leur Université, vivre et étudier.

L'U.N.E.F. affirme la nécessité d'une expression propre du monde étudiant : revendicative et combative.

Dans ce contexte, une exigence nouvelle prend corps : être mieux informé pour mieux se défendre au moment où tout est mis en œuvre pour éloigner les étudiants des centres de décisions à l'Université.

Pour baillonner leur expression, le gouvernement use de tous les moyens, il asservit et utilise les médias pour justifier et propager sa politique. La quasi totalité des journaux, les radios et la télévision organisent le boycott et la déformation systématique des prises de positions de leur organisation syndicale.

De plus il fait entrer en action, ses relais locaux : les enseignants réactionnaires, les conseils à sa botte, les administrations et les organisations qui lui sont directement liées.

Incapable d'endiguer la riposte des étudiants, incapable de réduire l'U.N.E.F. et de faire triompher sa politique, le gouvernement a décidé d'utiliser le moyen le plus ignoble : l'asphyxie financière.

Le pouvoir de l'argent tente de contraindre par l'argent l'organisation syndicale des étudiants

L'U.N.E.F. qui organise de nombreux services d'entraide, assure le développement de l'action, la représentation et l'expression des étudiants se voit privée pour la 3^e fois consécutive de la maigre subvention nationale qui lui était attribuée jusqu'en 1976.

Par son autoritarisme, le Ministère des Universités remet en cause un acquis démocratique conquis par l'organisation syndicale étudiante. Il tente de répercuter cette mesure discriminatoire au plan local et régional.

Le gouvernement dilapide les fonds publics, il distribue 400 millions de centimes à des organisations groupusculaires, voire expertes dans l'action violente, pourvu qu'elles lui viennent en aide.

En s'attaquant à l'U.N.E.F., seul recours des étudiants, c'est leur expression locale et nationale qu'il veut neutraliser.

Cette attitude a conduit l'U.N.E.F. à une situation financière critique.

En assurant le financement de leur organisation syndical, les étudiants ont empêché que le gouvernement l'étouffe

Le gigantesque effort fourni par les syndiqués a permis à un grand nombre d'étudiants de mettre en difficulté l'entreprise gouvernementale.

Cela a conduit à une progression de plus de 40 % des rentrées financières du syndicat. Il convient de préserver l'acquis et d'aller de l'avant.

Les étudiants doivent garantir et développer leur expression par l'autofinancement

C'est une condition du développement de luttes massives, de leur succès, de la démocratie dans l'action et de l'indépendance de l'organisation syndicale.

Le 65^e Congrès réaffirme que le Comité U.N.E.F est la structure financière première du syndicat. Il souligne le rôle indispensable du trésorier de Comité et de celui de l'AGÉ comme animateur et coordinateur de cette activité.

Il recommande le paiement des contributions exceptionnelles demandées à l'occasion des plus importantes campagnes du syndicat.

LE CONGRES réaffirme que la transparence des finances du syndicat est une règle qui doit permettre en permanence à tout adhérent d'être au fait de l'état de l'activité financière.

LE 65^e CONGRES réaffirme la solidarité et l'égalité dans le financement de l'activité syndicale à tous les niveaux.

Il recommande un effort accru pour l'association de chaque adhérent à l'élaboration des budgets de son Comité et de son A.G.E.

L'intervention audacieuse, diversifiée et permanente auprès des étudiants est l'affaire de chaque adhérent.

Il convient de porter la pratique financière du syndicat à la hauteur des exigences actuelles

Pour y parvenir, le 65^e CONGRES décide d'accroître les capacités de financement du syndicat en accentuant son effort d'intervention dans toutes les directions pouvant y contribuer et plus particulièrement dans les suivantes :

Parer au mauvais coup

LE CONGRES réaffirme la nécessité impérieuse de poursuivre l'action pour la restitution de la Subvention Nationale de l'U.N.E.F.

Chaque contribution financière constitue un coup porté à l'opération ministérielle.

L'arbitraire gouvernemental sera ainsi vaincu par la solidarité étudiante. La défense des libertés syndicales concerne toutes les couches de la population attachées aux traditions démocratiques de notre pays.

De nombreux démocrates, des centaines d'Universitaires et de personnalités dénoncent aux côtés de 23 grandes organisations nationales cette attaque. La solidarité des travailleurs, des intellectuels et de la population nous est précieuse.

Le 65^e CONGRES de l'U.N.E.F. renouvelle son appel en leur direction afin que se concrétise au plus vite leur solidarité et celle de leurs organisations.

Les subventions, un droit syndical

L'acquis que constitue les 150 subventions de Conseils d'U.E.R., Universités, de Conseils Municipaux et Régionaux qui ont été allouées l'an passé aux Comités et Associations de l'U.N.E.F. doit être préservé et étendu.

La multiplication et la diversification des demandes de subvention en sont le meilleur garant.

Elles contribuent de façon importante à financer l'information sur les campus, la formation syndicale, la création et le développement des services.

Les délégués étudiants doivent disposer des moyens élémentaires pour accomplir et rendre compte de leur mandat. C'est un droit qui reste à conquérir.

Le financement par les étudiants

Le financement par les étudiants représente le pilier essentiel des ressources du syndicat. Cette activité financière auprès des étudiants doit gagner en régularité, en diversité et en fréquence.

Celle-ci se concrétise par la collecte de masse dans les T.D., dans les amphis, par l'organisation d'activités diversifiées pour assurer le financement de la vie des Comités, des Associations générales et de l'Union nationale.

Le 65^e Congrès de l'U.N.E.F. s'adresse à tous les étudiants pour qu'aujourd'hui plus que jamais ils assurent les moyens de leur expression.

La vérité, c'est que nous avons choisi une voie authentiquement syndicale autour de laquelle sont unis tous les syndiqués.

La vérité, c'est que l'UNEF est une organisation démocratique, multipliant les efforts pour s'améliorer et se perfectionner.

A l'UNEF chacun compte pour un, peut y dire ce qu'il veut, s'informer, débattre, confronter ses opinions à celles des autres.

On vient à l'UNEF avec ses préoccupations, ses aspirations, pour les exprimer et y trouver réponse. Personne n'est contraint de les laisser à la porte. Chacun est libre de venir à l'UNEF pour débattre de ce qui l'intéresse et agir sur ce qui lui semble important.

La diversité à l'UNEF est une réalité et une bonne chose. Chacun peut y avoir et y conserver ses opinions, ses convictions.

Cela conduit naturellement à une manière de vivre faite de tolérance, de respect des autres et de franche confrontation.

La diversité des avis, des opinions des courants politiques et idéologiques, des convictions philosophiques et religieuses, des manières de vivre sont autant de sensibilités qui existent dans l'UNEF et peuvent l'enrichir dès l'instant où chacun est animé de la volonté de faire progresser le débat et l'outil syndical.

C'est parce que nous sommes conscients que rien de décisif ne se fera à l'Université sans les étudiants que nous voulons associer tous les syndiqués à la vie de leur organisation et porter le rassemblement dans l'UNEF à la hauteur des exigences actuelles.

Les adhérents de l'UNEF sont unis autour d'une orientation qu'ils élaborent eux-mêmes, après en avoir démocratiquement débattu. Cet accord ne conduit pas à l'application mécanique de formules qui reviendraient à les vider de leur contenu.

Tous les adhérents de l'UNEF ont et doivent toujours plus avoir la possibilité de formuler à tout moment des propositions visant à l'adapter et l'enrichir.

En premier lieu le comité UNEF, forme première de l'auto-organisation étudiante, l'AGE apportent à chaque syndiqué les informations essentielles dont il a besoin. A tous les niveaux, est organisée la circulation des informations et des avis.

L'UNEF est un lieu de libre débat. Meilleures sont les discussions, meilleures sont les orientations adoptées.

Aujourd'hui plus encore qu'hier, l'amélioration de notre vie, le respect de notre droit aux études et à décider de nos affaires sont conditionnés par notre rassemblement.

C'est le sens de l'appel permanent de l'UNEF.

De notre rassemblement, de notre organisation dépendent nos succès.

C'est pourquoi nous t'invitons à prendre ta place dans ton comité.

Ensemble, développons une UNEF plus forte, plus audacieuse, plus offensive, pour un mouvement étudiant plus uni et plus combatif.